

MINISTERE DE LA SANTE ET DE
L'HYGIENE PUBLIQUE

CABINET

SECRETARIAT GENERAL *as*

DIVISION DES AFFAIRES JURIDIQUES *J*

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail-Liberté-Patrie

ARRETE N° 029 2019/MSHP/CAB/SG/DAJ

Fixant les modalités des actions médico-sociales dans le secteur de la santé au Togo

LE MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

Vu la loi n°2009-007 du 15 mai 2009 portant Code de la santé publique de la République togolaise ;

Vu le décret n°2011-178/ PR du 07 décembre 2011 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n°2012-004/ PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n°2012-006/PR du 07 mars 2012, portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n°2019-003/PR du 24 janvier 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n°2019-004/PR du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n°2019-005/PR du 25 janvier 2019 portant modification du décret n°2019-004/PR du 24 janvier 2019;

Vu l'arrêté n° 0021/MS/CAB/SG du 27 février 2013 portant organisation des services du ministère de la santé ;

Considérant les nécessités de services,

ARRETE :

Article 1^{er} : Le présent arrêté fixe les modalités des actions médico-sociales dans le secteur de la santé au Togo.



Article 2 : Au titre du présent arrêté, on entend par **action médico-sociale** toute action sanitaire à but non lucratif qui a pour objectif de porter secours et assistance aux populations démunies ou aux personnes défavorisées.

Aux termes du présent arrêté, une action médico-sociale n'est ni une mission humanitaire ni une action humanitaire.

Une **mission humanitaire en santé** désigne toute intervention d'urgence sanitaire liée à un évènement exceptionnel qui a atteint ou touché des populations civiles (épidémie, catastrophe naturelle, guerre civile, attaque terroriste etc).

Une **action humanitaire en santé** désigne toute action sanitaire qui vise à sauver et à préserver la vie et la dignité des personnes victimes d'un conflit ou d'une catastrophe.

Article 3 : Les actions médico-sociales s'effectuent sur toute l'étendue du territoire national conformément aux orientations de la politique nationale de santé, à ses documents connexes et dans le respect de la législation nationale, des cultures et aspirations des populations togolaises ainsi que la dignité humaine.

Article 4 : Une action médico-sociale ne peut se dérouler que dans une localité située à plus de 10 km de la formation sanitaire la plus proche.

Le ministre chargé de la santé peut exceptionnellement autoriser une action médico-sociale dans un rayon de moins de 10 Km d'une formation sanitaire lorsqu'il est prouvé que cette formation sanitaire n'a pas les compétences nécessaires ou n'offre pas les services envisagés par l'action médico-sociale.

Les actions médico-sociales dans les lieux de culte et de marché sont interdites.

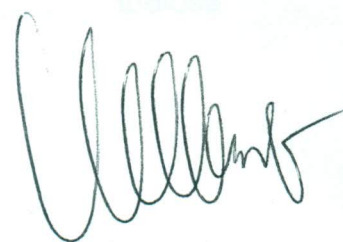
Article 5 : Aucune action médico-sociale ne peut se dérouler sur le territoire national sans l'autorisation préalable du ministre chargé de la santé.

Les actions médico-sociales sont gratuites.

Toutefois, selon la nature des prestations, une éventuelle contribution financière de la population est définie de commun accord avec l'autorité sanitaire compétente.

Article 6 : Toute communication relative aux actions médico-sociales en santé se fait sous la supervision des services de communication du ministère de la santé et de l'hygiène publique.

Article 7 : La demande d'autorisation est adressée au ministre chargé de la santé par voie hiérarchique (Direction Préfectorale de la Santé, Direction Régionale de la Santé). Elle comporte les pièces et documents suivants :



- ✓ une lettre de demande adressée au ministre chargé de la santé ;
- ✓ l'acte d'enregistrement ou d'autorisation d'exercice de l'entité demanderesse ;
- ✓ le numéro d'enregistrement de l'organisation au ministère chargé de la santé ;
- ✓ un résumé du projet décrivant les activités de l'action médico-sociale de l'entité au profit des populations bénéficiaires identifiées et clairement localisées ;
- ✓ une liste détaillée des médicaments et consommables médicaux qui seront utilisés (fabricant, numéro du lot, date de péremption) et des
- ✓ équipements/matériels médicaux (fabricant, modèle, numéro série, la date de mise en service) ;
- ✓ une liste détaillée du personnel soignant intervenant dans le cadre de l'action médico-sociale avec les copies des diplômes en annexe ;
- ✓ pour les médecins et chirurgiens-dentistes n'exerçant pas au Togo, une autorisation d'exercice temporaire de leur ordre professionnel respectif au Togo ;
- ✓ pour les professionnels de santé relevant de l'administration publique, l'autorisation du secrétaire général du ministère chargé de la santé ;
- ✓ une lettre d'engagement sur l'honneur attestant que :
 - l'équipe soignante usera de son jugement, de sa compétence et de ses soins dans l'exercice de sa fonction pour le bénéfice des patients, dans les limites des risques professionnels communément reconnus ;
 - l'action médico-sociale ne saurait être organisée sous forme de commerce et exclut de ce fait, toute vente de produits médicaux ;
 - l'équipe de l'action médico-sociale produira un rapport de l'action à transmettre au ministre chargé de la santé par voie hiérarchique ;
 - l'équipe de l'action prendra les dispositions pour le suivi médical après action.

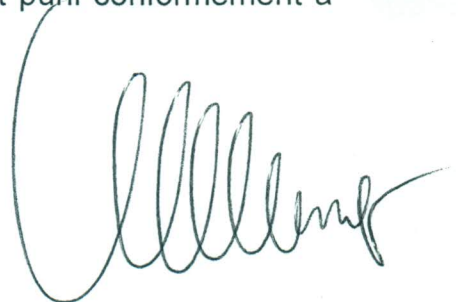
Le dossier de demande est déposé au moins trois (03) mois avant la date prévue pour l'action médico-sociale.

Lorsque l'action prévue a trait aux soins de santé, au dépistage ou à la détection de maladies, la demande d'autorisation est faite par un médecin qui est responsable de l'action.

Article 8 : La responsabilité de la personne morale représentant l'équipe soignante ou la responsabilité personnelle du soignant est engagée en cas de défaillance constatée lors de l'action.

Article 9 : En cas d'urgence sanitaire, le ministre chargé de la santé peut, par une décision motivée, prescrire dans l'intérêt de la santé publique toute mesure proportionnée aux risques courus et appropriée aux circonstances.

Article 10 : Tout manquement aux présentes dispositions est puni conformément à la loi en vigueur en République togolaise.



Article 11 : Le secrétaire général du Ministère de la santé et de l'hygiène publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 05 MARS 2019

SIGNE

**Professeur
Moustafa MIJIYAWA**

AMPLIATIONS

MSHP/CAB	01
SG	01
Dtions. Gles	02
Dtions. Ctles	10
DRS	06

Pour ampliation
Le Directeur de Cabinet



Madame Midamégbé AKAKPO